

LE BIO, C'EST TOP

Aux râleurs des 80 kilomètres-heure et à tous ceux qui se plaignent de leurs petits malheurs, nous recommandons la lecture de « Ne dites pas à ma mère que je suis handicapée, elle me croit trapéziste dans un cirque » (Le livre de poche 2015). Son auteur est Charlotte de Vilmorin, une jeune entrepreneure handicapée, à laquelle j'ai remis le prix H'UP (H pour handicapé) lancé il y a dix ans par Denis Roche, l'homme du « Restaurant dans le noir » (Lettre 797). À moins de trente ans, cette espiègle a monté un service de location de particulier à particulier de véhicules adaptés. Son entreprise a aujourd'hui 2000 utilisateurs de 200 voitures. Le livre explique avec humour et ténacité tous les obstacles qu'elle a surmontés dans son fauteuil roulant pour faire des études brillantes et décrocher un emploi dans la publicité, avant de se lancer dans cette création d'entreprise. Voici un cadeau de Noël réjouissant pour des adolescents bien portants et des seniors agissants.

Humour et ténacité, je les ai aussi rencontrés à la fête anniversaire de la SIDI, si méconnue. « Solidarité internationale pour le développement et l'investissement », la SIDI a été fondée il y a trente-cinq ans par le Comité Catholique Contre la Faim (CCFD-Terre solidaire) pour tonifier le développement agricole en Afrique et Amérique latine. Le CCFD a été un des fondateurs de France Active que j'ai présidé pendant dix-huit ans. Notre réseau vient d'investir dans la SIDI dont les projets sont passionnants. À cette fête hébergée par la Caisse des Dépôts, j'ai fait la connaissance de Lamine GUEYE, un géant noir en costume blanc, qui préside le réseau « CAURIE Microfinance », créé par l'Église catholique du Sénégal en 2005. Ce réseau progressiste refuse de financer les motos taxis pilotées par des jeunes imprudents, ainsi que la fabrication de charbon de bois, et se concentre sur l'activité rurale de femmes situées en dessous du seuil de pauvreté, qui pratiquent le maraîchage ou l'élevage et ont besoin d'un prêt de 150 euros pour démarrer. Il soutient aussi des dispositifs solaires primitifs qui permettent aux gosses de faire leurs devoirs après la nuit tombée, dans des campagnes où il n'y a pas d'électricité. Où est l'humour dans ce bel engagement ? Dans le fait que Lamine Gueye est le seul musulman qui participe à la conférence épiscopale du Sénégal.

La SIDI prend donc des participations dans des structures de finance solidaire locale et leur apporte un appui technique. J'y ai retrouvé un copain de jeunesse qui, après une belle carrière dans la banque d'affaires, a fait cinquante voyages en Ouganda pour monter une banque solidaire.

C'est par de tels efforts, menus et tenaces, que recule la malnutrition et que se renforce le commerce équitable, offrant, dans les pays du Nord, des prix rémunérateurs aux petits producteurs du Sud de café et autres produits tropicaux.

Sage et solidaire, le Nord ne l'est pas toujours. En témoigne **un projet délirant qui mûrit près de chez nous : le projet EuropaCity**. Il s'implanterait sur « le triangle de Gonesse », une vaste zone agricole de 670 hectares, enclavée entre les pistes du Roissy et du Bourget et les entrepôts de Garonor. C'est là que le groupe Auchan, accompagné par le groupe chinois Wanda (qui a actuellement des difficultés dans son pays), veut lancer une imitation de Disneyland, avec un giga-centre commercial, une piste de ski (avec de la neige artificielle !) et des hôtels nombreux pour accueillir 31 millions de visiteurs par an (dont 6 millions de touristes). L'investissement privé serait de 3,1 milliards d'euros, dans une activité déjà encombrée (Disneyland, Asterix, parcs animaliers), dont les tarifs élevés font réfléchir les familles modestes ! Et le contribuable paierait 1 milliard d'euros pour créer une gare à la campagne !

Nicolas Hulot, avant de démissionner de ses fonctions de Ministre de l'Écologie avait évoqué à propos d'Europa City « la folie des grandeurs du XXème siècle ». L'humour est évidemment dans la référence à l'ancien monde du siècle précédent pour des promoteurs qui regardent l'avenir dans le rétroviseur.

Des associations ont obtenu l'annulation en mars 2018 du projet de « zone d'aménagement concerté », en raison de la faiblesse de l'étude d'impact ! Et ces associations ne se cantonnent pas dans la défense passéiste des quelques agriculteurs qui respirent sur leurs tracteurs le bon air des autoroutes, du kérosène et des pesticides. Elles ont un projet alternatif d'agriculture urbaine, axé sur le « bio ». L'association « Terre de liens », qui loue à des jeunes exploitants des terres agricoles achetées avec les dons de citoyens, est chef de file du projet CARMA (Coopération pour une Ambition Rurale et Métropolitaine Agricole). Il s'agit de faire pousser des légumes au sud et des arbres fruitiers au nord ; de les conditionner sur place pour les vendre dans l'agglomération parisienne (la tour Eiffel est à 15 kilomètres) ; de développer des pôles de vie et de consommation (pas clair) et de valoriser les déchets.

Un joli projet qui devrait intéresser Paris, championne de l'agriculture urbaine et des cantines bio, ainsi que les communes du Grand Paris, et au premier chef, Gonesse la voisine ! À ce stade, le coût du projet, non chiffré, se situe plutôt dans les dizaines de millions d'euros que dans les trois milliards des capitalistes rétro-pédalants. Et en termes d'emplois, chacun sait que l'agriculture biologique ou la permaculture requiert une main-d'œuvre nombreuse, pour produire de grandes quantités de vivres de qualité.

J'ai trouvé une étude qui, sans le vouloir probablement, apporte de l'eau au moulin de CARMA.

Deux jeunes ingénieurs des Mines se sont penchés sur la copie du Bio qu'il faudrait réviser d'urgence (la Gazette des Mines septembre 2018) : « les industries bio sont les grandes oubliées des politiques publiques et le déficit commercial en produits bio est abyssal », écrivent Adrien Manchon et Ambroise Marigot. Leur démonstration est d'une rigueur impitoyable. Les pommes de terre sont un exemple d'une stratégie d'exportation de produits bruts (2,6 millions de tonnes) et d'importation de produits transformés (420 000 tonnes). La frite valant plus cher que la patate, le déficit commercial induit est de 360 millions d'euros au détriment de la France.

Touche personnelle : notre fille vétérinaire à Bagnères de Bigorre certifie chaque semaine que des camions entiers partant pour l'Italie sont chargés de veaux en bonne santé qui nous reviendront en escalopes milanaises.

Le commerce extérieur français se dégrade dans les produits alimentaires transformés, alors qu'il s'améliore en Allemagne, en Italie et en Espagne, qui suivent pourtant les mêmes règles de la politique agricole commune (PAC).

Que nous conseillent les deux jeunes ingénieurs naïfs, qui ne connaissent pas la puissance politique et sociale de la FNSEA, le syndicat agricole dominant l'agro-business français et entretenant la tradition d'une agriculture industrielle avec beaucoup de chimie (engrais et pesticides), beaucoup de matériel, et peu de main-d'œuvre souvent mal rémunérée ? Ils proposent de saisir « l'opportunité du bio », qui a tout pour réussir : une demande en pleine croissance ; et le levier de la commande publique, via la restauration collective !

Que faire ? Accroître les surfaces cultivées (6% de la surface agricole utile en France, comparée à 8% en Allemagne, 9% en Espagne, 15% en Italie). Et surtout « boucher le trou dans la raquette » : mettre le paquet sur la transformation ! Comment ? En professionnalisant les réseaux militants qui répugnent souvent à s'endetter ou à ouvrir leur capital ; en encourageant les investissements par un « suramortissement » (quelle joie de retrouver ma marotte !). Et nos deux auteurs, pas si naïfs, proposent d'inventer la « French Food » pour équilibrer les « French Tech » et autres « French Impact » si à la mode dans la France de 2018.

Nous avons fait cette semaine un long voyage du Sénégal au triangle de Gonesse, en région parisienne. Mais nous avons des principes comme boussole pour nous éviter de divaguer.

Premier principe : partir des besoins plutôt que d'idées préconçues. Besoin d'une alimentation saine pour les citadins de Dakar comme de Paris. Besoin de travail moyennement qualifié à proximité des villes et villages.

Deuxième principe : partir de l'offre locale plutôt que de fournitures multinationales : circuits ultra-courts dans les campagnes et vers les villes africaines ; agriculture urbaine dans le Grand Paris.

Troisième principe : jouer le développement à long terme plutôt que la rentabilité immédiate.

Dans cette perspective, **l'opposition entre Europa City et CARMA Gonesse est un conflit symbolique entre l'intérêt citoyen et l'intérêt financier.**

Que les meilleurs gagnent !

Chriscath